Les dépenses militaires, variables expliquées ou explicatives des facteurs économiques

Jacques Fontanel

▶ **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les dépenses militaires, variables expliquées ou explicatives des facteurs économiques. Les dépenses militaires et le désarmement, Puiblisud, 1995. hal-03334658

HAL Id: hal-03334658
https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03334658

Submitted on 4 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les dépenses militaires, variables expliquées ou explicatives des facteurs économiques

Jacques Fontanel

In
Les dépenses militaires et le désarmement
Publisud, Paris, 1995

Résumé : Lorsque les pays engagent un processus de désarmement volontariste, les variables économiques ne sont pas directement à l'origine de la décision, même si elles y contribuent. Il y a plusieurs formes de désarmement aux conséquences économiques différentes. La question est alors de savoir quels sont les fondements économiques de la sécurité nationale. L'économie est une arme, elle est aussi un facteur de domination et de désaccord avec les Etats. Par la recherche de la sécurité nationale, les variables économiques sont alors directement concernées à la fois sur les conséquences de leur évolution, mais aussi par l'application aléatoire des coûts d'opportunité sui les dépenses de défense empêche les conflits et maintient les variables économiques indemnes des conséquences d'un conflit guerrier. Dans la pensée économique, la question de la guerre fait l'objet de débats, sur la nature guerrière ou pacifiante de l'économie de marché. Enfin, la question de la détermination économique des dépenses militaires fait aussi l'objet de débats scientifiques

When countries engage in a voluntary disarmament process, economic variables do not directly drive the decision, although they do contribute to it. There are different forms of disarmament with different economic consequences. The question then is what are the economic foundations of national security? The economy is a weapon, it is also a factor of domination and disagreement with states. In the pursuit of national security, economic variables are directly concerned with the consequences of their development, but also with the random application of opportunity costs in defence spending, which prevents conflicts and keeps economic variables free from the consequences of war. In economic thought, the question of war is the subject of debate, on the warlike or pacifying nature of the market economy. Finally, the question of the economic determination of military expenditure is also the subject of scientific debate

Dépenses militaires, détermination des dépenses militaires, effets économiques des dépenses militaires.
Military expenditures, determination of military expenditures, economic effects of military expenditures

Les dépenses militaires exercent des effets de rétro-action avec l'économie nationale. Les processus de désarmement sont suffisamment variés pour que leurs effets sur les dépenses militaires et sur l'ensemble de l'économie soient différents. D'autre part, les théories ont accordé soit aux dépenses militaires soit aux variables économiques les relations de cause à effet dans leurs interactions réciproques. Enfin, les études économétriques modernes tendent à montrer que si la réduction des dépenses militaires est un choix politico-statégique, son importance tient nécessairement compte des considérations économiques.

1 Les formes du désarmement

Il existe quatre grandes formes de désarmement : la destruction de matériels militaires, la réduction des dépenses militaires, l'interdiction de la production de certains types d'armes et le désarmement rampant. Elles n'ont pas la même signification économique. Ces quatre procédures peuvent d'ailleurs être conduites simultanément.

A) La destruction des stocks militaires

La destruction des stocks militaires (Fontanel & Ward, 1993) est une activité coûteuse dont les effets initiaux est d'accroître le fardeau économique de la défense. Il peut concerner d'abord la réduction d'un excès d'armement et dans ce cas, il s'avère nécessaire de définir la conception de surarmement. Une destruction des armes est coûteuse et son premier effet favorise plutôt l'augmentation de l'effort économique

de défense, même si l'épargne non négligeable de la gestion des stocks d'armement vient rapidement en limiter l'importance. Autrement dit, le désarmement sous forme de destruction de matériels militaires se présente alors comme un coût et les transferts de ressources éventuels serviront d'abord à compenser les frais inhérents à cette décision collective. Le processus de désarmement entrepris dans le cadre du Traité sur les Forces Nucléaires à portée intermédiaire (INF Treaty) entre les deux grandes puissances s'est exprimé d'abord par la destruction de stocks existants (soit 4 % de l'ensemble des forces nucléaires) mais aussi par la limitation prévisible et quasi unilatérale des dépenses militaires. Cependant, le désarmement est resté plus « politique » qu'économique, même si les estimations des dépenses militaires mondiales pour 1995 ont été définitivement revues à la baisse. D'autre part, un processus de désarmement implique un contrôle et une vérification, dont les coûts ne sont évidemment pas négligeables et doivent être prévus et répartis entre les différentes Parties dans l'Accord lui-même. Même si aucune modalité n'est effectivement déterminée, les Etats vérifieront par eux-mêmes la réalité du désarmement de la Partie adverse et pour ce faire, ils devront s'engager dans une forme de dépenses nouvelles fondées notamment sur les satellites d'observation ou sur un recueil systématique d'informations.

Tableau n°11 — L'impact du Traité INF sur l'évolution nette des dépenses militaires (en millions de dollars constants 1987)

Année fiscale	1988	1989	1990	1991	1992-2000
Réduction des achats militaires	-474	-230	-159	-99	-209
Réduction des coûts du personnel militaire	0	-126	-236	-173	-456
Coût de mise en place et de vérification du Traité	+160	+138	+106	+48	+51
Réduction des coûts nets de la mise en place du Traité INF	-314	-218	-289	-224	-614

Par exemple, le coût du Traité sur les Forces Nucléaires Intermédiaires n'est pas négligeable. Bischak & Oden (1989) se sont efforcés de comparer la réduction des achats militaires, des frais d'opération et maintenance et des coûts de personnel avec les engagements financiers occasionnés par la destruction des armes et la vérification de l'accord. Selon eux l'impact d'un tel accord conduit à une réduction globale des dépenses militaires (Tableau n °11).

B) L'interdiction de la production d'armes spécifiques

L'interdiction de certaines productions d'armes (nucléaires, chimiques) constitue indirectement une volonté de contrôle d'armements, qui peut s'apparenter à une procédure de désarmement. Ainsi, le refus de construction de missiles nucléaires à très courte portée modifie la nature de la production des entreprises engagées dans ce secteur. Plusieurs facteurs rendent difficile la conversion, notamment la difficulté d'utilisation d'un équipement spécialisé pour la production civile, les dangers d'une application sans formation complémentaire de la compétence spécialisée de la main d'œuvre militaire, les divergences de comportement de marchés monopsoniques ou de monopoles bilatéraux aux marchés concurrentiels du secteur civil ou les pratiques associées à de faibles séries de production.

Dans le cadre du Traité INF, compte tenu de la faiblesse quantitative du désarmement, la conversion s'est rarement effectuée dans le domaine civil. C'est ainsi que l'annulation des commandes des GLCM produits par McDonnel Douglas de Titusville a été compensée par les contrats de missiles de croisière (Terre et Air). La conversion peut avoir des effets pervers. Face au renforcement de la concurrence internationale, les industries converties peuvent chercher notamment de nouveaux débouchés qui supposent une concurrence avec les produits exportés ou vendus localement par les pays en voie de développement. Dans ces conditions, s'il n'y a pas de la part des pays les plus pauvres une véritable action de protection, il peut en résulter une perte de compétitivité de leurs firmes nationales, conduisant soit à un effondrement économique, soit, dans le meilleur des cas, à une implantation d'industries étrangères réduisant drastiquement les degrés de liberté de l'Etat dans la gestion de l'économie nationale. Par exemple, si l'on se réfère à la théorie ricardienne du commerce international, il n'est pas évident que les Etats-Unis aient intérêt, dans les choix à opérer dans le cadre d'un accord de désarmement, à réduire la production de leurs missiles de croisière. Normalement, le gouvernement cherche à conserver les armes pour lesquelles son avantage comparatif est le plus intéressant. Ainsi, les considérations économiques interviendront dans la négociation. Elles sont d'autant plus importantes, mais aussi difficiles à analyser, que les formes de défense sont diversifiées.

Une grande puissance à intérêt à choisir l'accord qui coûte le plus cher en termes économiques à son adversaire potentiel, ceteris paribus. Si deux Etats produisent de la sécurité et de la prospérité, chaque pays doit connaître les conditions de production de ces secteurs et les élasticités d'offre des travailleurs et des scientifiques. Si le « produit » prospérité pour le pays A est intensif en scientifiques malgré la contrainte de l'offre, alors que l'offre de travailleurs est excédentaire par rapport

à la demande, et que la situation inverse caractérise le pays B, le pays A a intérêt à revendiquer un désarmement portant sur les types d'armes qui créent des goulots d'étranglement dans sa propre économie civile, compte tenu de sa dotation de facteurs de production. Le pays B aura un avantage réduit à cette proposition. Il existe enfin de puissants effets d'inertie de l'effort de défense, du fait même de l'importance des flux et des stocks engagés dans ce secteur. Ceci doit conduire à une réflexion sur les déterminants des dépenses militaires.

C) La réduction des dépenses militaires

La réduction des dépenses militaires a souvent été revendiquée par les hommes politiques. Il faut dire que le désarmement est susceptible d'être imposé par les conditions économiques nationales désastreuses. Autrement dit, l'armement d'aujourd'hui, s'il produit des effets récessionnistes sur l'économie nationale, peut être un frein à la production de l'armement futur et donc à la défense de demain. La dynamique des dépenses militaires sape progressivement les bases économiques des grandes puissances, surtout lorsque le climat politique et social international rend difficile l'utilisation économique des effets de domination éventuels du pouvoir développé par les rapports de force des armées nationales. Une réduction des dépenses militaires doit être analysée en termes de coûts d'opportunité. Au niveau global, elle s'exprime à très court terme par des pertes d'emplois ou une récession régionale qui peuvent, à plus ou moins brève échéance, être compensées par des dépenses d'éducation, de santé ou d'infrastructure. Cependant, les économies nationales subissent de forts effets d'inertie qui rendent très peu malléables la main d'œuvre et les équipements industriels. Il existe des décalages de temps susceptibles de provoquer des difficultés économiques considérables à un secteur économique ou à une région. Un milliard de dollars du budget du Pentagone économisé provoque immédiatement la disparition de 38000 emplois. Cette situation peut être rapidement dépassée par les effets positifs des dépenses, à moins que le seuil d'activité minimale n'ayant pas été respecté, un cercle vicieux ne s'instaure rendant très difficile l'utilisation des ressources substituables. La réduction des dépenses militaires, si elle est négociée, pose des problèmes de comparaisons internationales et intertemporelles difficiles à résoudre, mais pour lesquelles quelques solutions intéressantes ont déjà pu être trouvées (Cars & Fontanel, 1985).

Les armes doivent être utilisables et pour ce faire elles nécessitent un apprentissage individuel ou collectif plus ou moins long. N'est pas Edberg celui qui achète sa première raquette. Les français et les allemands de 1940 avaient à peu près le même matériel, mais les utilisateurs

n'étaient pas les mêmes. Il faut parfois 5 à 10 ans pour bien comprendre et utiliser un matériel. Il est nécessaire de prendre l'appareil en main, de se servir du système d'armes, d'apprendre à tenir sa place dans les dispositifs nombreux d'une tactique déterminée. C'est pourquoi les militaires militent souvent en faveur de systèmes d'armes connus et déjà en service ailleurs. Il a fallu plusieurs années pour maîtriser le potentiel du Mirage 2000. Par contre, le Crusader qui avait déjà été testé par les américains était immédiatement opérationnel. Pendant longtemps, la fiabilité du siège éjectable était pour le pilote un atout essentiel du système d'armes. Il ne faut pas faire sophistiqué pour le principe. Les camescopes deviennent de plus en plus performants, en même temps que les prix diminuent. Dans ces conditions, l'amélioration technique est plutôt une bonne chose.

Les matériels militaires sont de plus en plus chers et ceci est dû en grande partie à la compétition technologique des grandes puissances dans le domaine de l'armement. Ce phénomène ne fait que s'accentuer et un avion de série coûte, en francs constants, quatre fois le prix d'un avion d'il y a 20 ans, alors que le pourcentage de l'effort économique de défense dans le PIB n'évolue pas positivement. On atteint alors rapidement le seuil de l'intolérable : renoncer à la production ou à l'achat ou rechercher le partage du développement pour diminuer les coûts de revient. Cependant quand on est plusieurs, le développement coûte plus cher que si on le réalisait seul, selon la règle de la racine carrée du nombre de partenaires. Ce qui revient à dire que le partage à deux d'un projet conduit à une réduction globale du coût de l'ordre de 30 %. En outre, un matériel produit en coopération permet de faire jouer l'effet série. Pour une multiplication par deux, c'est entre 10 et 20 % de réduction des coûts dont il faut faire état.

Les armes doivent être efficaces et performantes, innovantes, adaptées au combat, utilisables collectivement et individuellement. Le premier qui détient une innovation de rupture et sait la maîtriser rend caduque la force adverse. La conséquence de ces innovations de rupture c'est qu'elles ramènent la guerre à plus de rusticité. L'arme nucléaire l'a démontré : un homme, un avion, une bombe. C'est ce qu'il y a de plus simple. Les formes de guerre les plus compliquées ont été rendues impossibles et des générations de matériels sont devenues périmées tout d'un coup. Il a fallu, pour le moins, adapter les personnels et les matériels. Un choix entre la qualité et la quantité doit être opérée. Hébert (1993) montre qu'à court terme, il est préférable d'insister sur la quantité, car la qualité a un prix de revient élevé. Cependant, à plus long terme, cette règle n'est satisfaisante que si les progrès réalisés par les adversaires potentiels ne les conduisent pas à disposer d'une arme nouvelle leur faisant franchir un seuil dans leur capacité à combattre l'importance des armes qui leur sont opposées.

La coopération industrielle européenne dans le domaine militaire a été très importante depuis une vingtaine d'années (Transall, Atlantic, Roland, Hot, Milan, Alphajet, etc...) Or, cette coopération ne soulève plus le même enthousiasme et on se plait à en montrer les inconvénients. Il s'agissait à l'origine de partager les frais de développement et d'allonger les séries, avec en plus l'espoir d'un matériel commun destiné directement à l'exportation. Les écueils ont été nombreux : superposition des spécifications rendant les matériels extrêmement sophistiqués et chers, divergence des calendriers de réalisation, lourdeur des organismes de gestion, difficulté de négociation pour les parts nationales de marché, insuffisante responsabilisation des organismes en charge du projet, demande de « juste retour » financier qui réduit les possibilités économiques d'optimation. Ces dernières années, les coopérations n'ont pas eu l'efficacité économique désirée.

Il n'y a pas de taille absolue de la défense, elle dépend de la menace. Le rétrécissement du temps découle de l'emploi croissant de l'électronique et n'est plus compatible avec les délais des réactions humaines. Il faut donc être constamment à la recherche de l'information pour une connaissance instantanée des conditions stratégiques et des combats éventuels. L'homme intervient essentiellement pour la décision finale de l'emploi des armes, sauf dans le cas d'une réaction électronique automatique. La saturation des marchés (on passe d'un marché de premier équipement à un marché de renouvellement plus fluide et modulable dans le temps), la croissance de la concurrence (avec les nécessités des compensations industrielles et des transferts technologiques) et la détente qui donne à l'opinion publique un plus grand sentiment de sécurité sont autant de freins à la réduction unitaire des coûts. La complexité et les coûts croissants des grands systèmes d'armes limitent le nombre d'industriels capables d'en maîtriser la conception. Cette internationalisation des problèmes devrait s'accentuer avec l'Acte Unique Européen. Les industries qui travaillent pour la défense ne pourront pas rester à l'écart de ce mouvement, d'autant qu'elles seront amenées à appliquer ces principes dans le domaine civil.

La Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne représentent ensemble moins du quart des dépenses de R&D militaires des Etats-Unis. Il est donc nécessaire de coopérer sur les programmes, afin d'obtenir l'interopérabilité, voire même la standardisation, indispensables à la cohérence de la défense européenne. La complexité des systèmes suppose que chaque développement soit mené par un maître d'œuvre fort. Une autre question mériterait quelques réflexions. Est-il possible de mobiliser des crédits importants pour la R&D en l'absence de contraintes ou de besoins spécifiques? Autrement dit, la réduction de la R&D militaire profiterait-elle à la R&D civile? La question est rarement abordée. Il est probable qu'à court terme, les effets de substitution seraient relati-

vement faibles, notamment en période de crise. L'Etat pourrait être amené à envisager d'autres dépenses dans le secteur militaire ou civil, qui n'auraient aucun rapport avec la R&D, d'autant que pour les pays occidentaux, la tendance générale est plutôt à la recherche de la rentabilité à court terme, ce qui défavorise les activités de recherche notamment. En outre, existe-t-il une administration, un ensemble d'entreprises ou une association de scientifiques capables de faire valoir les intérêts à long terme de la R&D civile? La Grande-Bretagne a lancé l'idée d'expériences d'achats croisés qui pourrait avoir un intérêt si tous les partenaires jouent le jeu honnêtement. La coopération doit être industrielle, elle implique surtout des restructurations. La taille n'est pas une fin en soi, puisque la politique des créneaux peut satisfaire les impératifs de compétitivité. La restructuration doit être fondée sur le principe de la synergie technique et des produits et il faut éviter une trop grande spécialisation d'armement. Il n'est pas nécessaire non plus de rechercher les intrégrations verticales et il faut éviter les « mastondontes » purement nationaux qui dominent le panorama industriel européen.

Les technologies militaires exercent probablement des effets plutôt négatifs sur les économies nationales des pays développés et des pays en voie de développement, même si certaines thèses s'opposent à cette idée en fondant leur interprétation sur le caractère non substituable des activités technologiques et de recherche du secteur militaire et du secteur civil, au moins dans les pays à économie de marché. En outre, d'un point de vue culturel, les technologies militaires influencent notre vie plus que l'effort financier militaire ne l'indique pour trois raisons au moins. D'abord, le secteur militaire a une priorité défense qui peut retarder ou modifier le progrès technologique. Ensuite, l'effort de recherche-développement militaire est très important, il s'exprime dans des secteurs de pointe, alors que la R&D civile s'exprime souvent dans les boîtes de conserve. Dans ces conditions, la part de la haute technologie est très élevée par rapport à celle du secteur civil et elle est étroitement contrôlée par les impératifs de défense. Enfin, le secteur militaire privilégie certaines technologies et par tâches d'huile celles-ci influencent le secteur civil.

Il est probable que les facteurs économiques ne seront pas les instruments les mieux adaptés pour servir d'indicateurs fiables au désarmement. D'une part, compte tenu des accords internationaux en vigueur et des spécificités technologiques des matériels, certains types de vecteurs, comme les missiles nucléaires, sont nettement plus efficaces que les armements conventionnels, pour un prix relativement faible eu égard aux avantages stratégiques, militaires et politiques qu'ils engendrent. D'autre part, les rapports de force s'expriment souvent en termes de seuils et une réduction homothétique des dépenses militaires ne conduit pas nécessairement au maintien des équilibres des rapports de force

antérieurs. Le désarmement par la réduction des budgets de défense implique concrètement une prise en compte des structures des dépenses. Ainsi, une grande puissance pourrait réduire ses dépenses de l'ordre de 20 % en augmentant son effort financier dans le domaine des armes nucléaires et en décidant de substituer une armée de conscription moins chère à une armée de métier. La rationalité militaire et la rationalité économique ne sont pas fondées sur les mêmes valeurs et, de ce fait, un désarmement ne peut pas être déterminé à partir de seules comparaisons des réductions nationales des dépenses militaires. Plusieurs caractéristiques actuelles des efforts financiers de l'armement conduisent à considérer possible un désarmement en termes de réduction des dépenses militaires, sans diminution des forces de destruction.

D) Le désarmement rampant

Ce désarmement rampant peut avoir plusieurs causes, économiques, politiques, stratégiques, voire idéologiques. En fait, ce désarmement apparaît lorsque les dépenses militaires se conduisent plus en variable endogène qu'en véritable variable instrumentale, déterminée discrétionnairement par le gouvernement. Deux situations différentes peuvent être imaginées, qui n'ont pas été présentées dans l'analyse sur les variables explicatives des dépenses militaires. Dans un premier cas, les considérations militaires et stratégiques passent au second plan de l'actualité économique. Dans un second cas, la perception des coûts de la défense conduit les Etats à améliorer les conditions d'une meilleure qualité/prix des armes utiles à la défense.

— La politique de libéralisation du secteur militaire (Dunne & Smith, 1991) se présente inéluctablement comme un facteur progressif de désarmement, rappelant ainsi la pensée de Schumpeter selon laquelle l'activité militaire est la moins bourgeoise des fonctions sociales. Les objectifs de défense étant soumis aux règles du marché, le système des prix ne répond plus qu'imparfaitement aux critères du service public qui privilégie la qualité technologique, les relations fondées sur les réseaux d'intérêts, la valorisation a posteriori des contrats. La compétition économique suppose une réduction des coûts, une meilleure information des règles fondamentales de la défense, la recherche de coopération internationale, une certaine ouverture du marché vers les compagnies étrangères, une privatisation des compagnies nationales, une intervention limitée de l'Etat dans la politique industrielle, la recherche d'économies d'échelle, notamment dans le passage de la R&D militaire vers la R&D civile. Dans ces conditions, le secteur de la défense perd ses priorités et les dépenses militaires sont vraiment considérées comme un fardeau, ce qui pousse incontestablement à une forme de désarmement financier de l'effort de défense.

— La recherche de nouvelles coopérations internationales en matière d'armement est presque toujours dictée par la réduction des coûts unitaires de matériels devenus très chers. Or, lorsqu'elle fonctionne correctement, ce qui est rarement le cas (Fontanel & Smith, 1991), cette coopération internationale conduit à une baisse des dépenses militaires (à qualité militaire équivalente) et elle provoque de nouveaux effets d'interdépendance, favorables à la réduction des tensions et à un calcul encore plus juste des dépenses à engager collectivement (théorie des alliances).

Pendant très lontemps, la sécurité nationale était synonyme de dépenses militaires comparées. Actuellement, la notion de sécurité comprend non seulement les situations militaires et stratégiques comparatives des Etats concurrents, mais aussi l'état de leur économie, de leur technologie et de leur culture. Pour le Contre-Amiral Gene La Rocque, la détérioration de la position commerciale et économique des Etats-Unis est plus dommageable pour la sécurité des Etats-Unis que n'importe quel développement d'armes russes ou irakiennes. L'énorme fardeau du déficit budget fédéral menace la vie et la prospérité des américains et l'éducation a besoin de nouvelles idées et ressources. C'est une condition du maintien de l'influence des Etats-Unis sur le monde contemporain. Le Comte de Guibert dans son « Essai général de tactique », publié en 1770, intègre l'économie à l'intérieur de la reflexion stratégique. Il regrette la séparation entre la science de la subsistance et l'étude de la guerre. Comme il s'agit de la plus grande dépense de la Nation, il faut la régler comme un problème de financement et d'administration. Il propose une comparaison de l'efficacité respective des systèmes armés des grandes puissances de son époque, en confrontant les effectifs en armes à leurs dépenses militaires et il observe d'importants écarts entre les grandes puissances de l'époque, dus aux coûts unitaires des soldats et de leur approvisionnement, au système d'organisation des armées, et à la gestion des emprunts contractés pour la guerre. Dans un contexte de désarmement, il est difficile de ne pas tenir compte des considérations économiques. Cependant, deux pays ayant une stratégie militaire différente rendent difficiles la comparaison de leurs dépenses militaires, à partir de leurs seuls budgets. En outre, les stratégies évoluent et il faut tenir compte de leurs aspects défensifs ou offensifs.

Le désarmement ne doit pas être conçu exclusivement comme un transfert de ressources favorable à l'économie civile, il doit aussi être analysé dans un contexte dynamique de réduction des forces en présence et de maintien, à terme, d'équilibres par nature précaires, dès que les grandes variables stratégiques et économiques font l'objet de modifications sensibles.

Avec les raisonnements habituels fondés sur l'économie cosmopolite, la science économique moderne a tendance à gommer tous les conflits non économiques. Or, les stratégies des Etats exercent une influence certaine sur l'ensemble des relations économiques internationales. Dans un monde d'Etats souverains, la sécurité des Nations constitue une priorité et une contrainte, que les économistes n'ont pas toujours perçues de la même manière. L'histoire de la pensée économique est édifiante à ce propos (Fontanel, 1990). Comme les théories se renouvellent constamment, il ne nous semble pas utile de retenir une analyse de type chronologique. Plusieurs thèses sont à la fois simultanément et successivement retenues :

— L'effort militaire comme facteur de développement,
— L'économie comme arme,
— La paix, résultante de la disparition du capitalisme,
— Les dépenses militaires comme dépenses publiques particulières,
— La guerre, conséquence de systèmes économiques antagonistes,
— Le développement économique, facteur de paix.

Cette partie reprend, en l'élargissant parfois, le rapport présenté à l'UNIDIR et publié dans Defence and Peace Economics (Fontanel, 1994).

A) La défense armée comme facteur de développement

Dès l'origine des temps, la guerre a été conçue comme un mode naturel d'acquisition des richesses. Cependant, à partir du septième siècle avant Jésus-Christ, les méthodes de combat fondées sur la qualité des armes naissent d'un contexte socioéconomique particulier, dans lequel le développement de l'agriculture passe par la protection des sols, qui est alors confiée à une aristocratie courageuse, entraînée et organisée. Il est incontestable que la défense armée a fortement influencé le système des valeurs morales et culturelles de la civilisation grecque. Aristote le premier l'attestera, soulignant ainsi le rôle prédateur du conflit pour le plus puissant. Comme l'homme a à lutter contre les bêtes féroces, il doit combattre pour conserver sa liberté et ses richesses. L'esclave libère l'homme libre des tâches pénibles et dégradantes. Or, si l'esclave est prédestiné à sa situation, les conflits peuvent conduire à l'asservissement des hommes libres vaincus. Si Platon dans sa cité idéale considère que l'ordre militaire doit se soumettre à celui des phi-

losophes, Aristote constate que celui qui dispose souverainement des armes a le pouvoir de maintenir ou de renverser les institutions. L'économique semble jouer un rôle secondaire dans ces considérations des causes des conflits, mais il n'en reste pas moins que l'esclavage est un instrument de production essentielle à l'économie grecque. Cette soumission de l'économique au religieux et au politique sera retrouvée dans les analyses de Saint Thomas d'Aquin ou de Saint Augustin.

Dans ce type de théorie, le désarmement ne peut pas s'accompagner d'un développement. Pour les mercantilistes (Silberner, 1957), la puissance du Prince est l'objectif fondamental de toute économie nationale. L'optimum-économique n'a pas de signification en soi, car il toujours est préférable pour une Nation d'être moins riche si les autres Etats sont proportionnellement encore plus pauvres. La défense d'un pays encourage le sentiment national et la guerre victorieuse enrichit l'Etat. Dans ces conditions, le désarmement n'a pas de sens. Ces idées seront reprises, sous d'autres formes, par List (1957), partisan inconditionnel du système national d'économie politique, qui suggère que le laissez-faire libéral conduit à la domination des plus forts et que les Nations doivent se protéger des convoîtises étrangères. Les analyses stratégiques fondées sur la théorie des jeux abordant les questions de la concurrence, de la négociation, du bluff, de la menace, de la course aux armements sont dorénavant couramment utilisées (Rapoport, 1960 ; Schelling, 1960 ; Boulding, 1962), si les armes sont quantifiables et leurs effets probabilisables, notamment dans le cadre de la dissuasion nucléaire. La grande difficulté de ces analyses porte sur la faiblesse des liens entre les présentations stratégiques et les réflexions économiques.

Pour Bouthoul (1961), la guerre est un mal nécessaire, qui permet d'apporter une solution cruelle à la croissance démographique excessive. Elle est irremplaçable en ce qu'elle assure les fonctions de rééquilibrage ou de réajustement socio-démographique. Cette proposition est élargie par Mandel (1975) qui estime qu'en créant la pénurie artificielle, les conflits ou les menaces de guerre suppriment le chômage et accélèrent le progrès technique. Pour Sombart (1902), la révolution industrielle européenne et le système capitaliste ont été les fruits de la guerre. Les besoins militaires du conflit armé créent les conditions préalables au développement du capitalisme (constitution de grands marchés, formation des fortunes, amélioration de l'esprit de compétition et de recherche du profit, apprentissage de la discipline dans les armées modernes) et ils ont joué un rôle prédominant dans le phénomène de concentration industrielle. Grâce à l'armée, les Etats modernes réalisent l'unité de la nation et les dépenses militaires endettent l'Etat, tout en assurant l'essor du secteur financier par la mise en place de la Bourse et la croissance des fortunes privées. La centralisation des commandes modifie les conditions de la production et pousse à la standardisation,

aux innovations technologiques, à l'organisation rationnelle du travail, à la concentration des entreprises, à la consommation de masse et à la recherche systématique des économies d'échelle. Or, ces caractéristiques économiques fondent justement le développement économique contemporain. La guerre est un mal nécessaire au développement économique et l'armée est une force productive qui dynamise le capitalisme (Fontanel, 1993).

Pour Galbraith (1968), un désarmement accompagné d'une réduction des tensions internationales serait susceptible d'exercer des effets négatifs sur l'économie et la société américaines, car la subordination des citoyens est dépendante de la sécurité internationale ; la menace de guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales, les facteurs susceptibles d'accomplir les fonctions sociales des conflits armés et les rapports de domination sur les autres Etats sont essentiels pour la richesse des grandes puissances. Enfin, les effets diffusants entre les secteurs militaires et civils sont nécessaires à la croissance économique. Pour Attali (1978), la guerre est même la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de demande et de la mise au travail des forces productives. Le conflit permet la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales. Dans ces conditions, le désarmement passe par une transformation profonde des modes de production dominants. Dans le même ordre de pensée, Marc Guillaume (1976) distingue le code du capital et le code du pouvoir ; le premier met en évidence la signification sociale des marchandises comme fondement de leur valeur ; les inégalités qui en découlent conduisent à la lutte permanente contre la rareté et elles débouchent inéluctablement sur le maintien de la lutte des classes dans un système capitaliste fortement oppressif. Le code du pouvoir s'édifie par contre sur la hiérarchie bureaucratique et le monopole du savoir, il est volonté de puissance. Si la guerre civile est inscrite dans le code du capital, la guerre internationale est rédigée par le code du pouvoir. Enfin, l'idée de l'existence d'une guerre économique généralisée accroît la complexité du lien entre désarmement et développement. En effet, un désarmement militaire qui n'est pas accompagné par des mesures spécifiques de redistribution des richesses est voué à l'échec, car l'une des causes des conflits (les inégalités de développement) se perpétuerait. Devant le désarmement actuel, l'idée de la non-réversibilité de la réduction des dépenses militaires conduisant à la crise économique et à un affaiblissement irréversible des performances de la défense américaine a été avancée, même si, d'un autre côté, ce qui a été appris peut à tout moment être reformulé.

B) L'économie comme arme

La plupart des réflexions contemporaines sur la guerre économique peuvent trouver leur origine dans le courant de pensée précédent. La thèse de l'échange inégal (Emmanuel, 1969), la théorie du sous-développement comme produit du développement des grandes puissances (Freyssinet, 1969) ou le concept de guerre économique (Baldwin, 1985) sont autant de réflexions qui perpétuent cette analyse économique en termes de pouvoir.

Historiquement, les guerres de colonisation se présentent comme des causes fondamentales, mais non exclusives, du sous-développement (Fontanel, 1990) Elles ont favorisé les cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières, l'exploitation minière, la destruction des artisanats locaux, l'établissement de frontières nationales aberrantes, le développement d'une économie désarticulée, entièrement tournée vers la métropole. Ces rapports de force, sous des formes diverses et parfois atténuées, n'ont pas vraiment été remis en cause, comme en témoigne le relatif équilibre qui subsiste dans les régions les plus défavorisées, largement dépendantes de zones d'influence héritées des antagonismes des grandes puissances et de la colonisation. Les grandes négociations économiques internationales rappellent l'existence des rapports conflictuels et l'importance du statut de puissance nucléaire. La menace d'utilisation des armes constitue toujours un facteur décisif de diffusion des modes de production dominants et du maintien des pouvoirs existants. En outre, les grandes puissances économiques se servent de leur aide militaire et civile pour maintenir leur influence politique, économique, idéologique, voire morale. Cependant, l'autonomie d'un pays est d'autant plus affectée qu'un partenaire exerce sur lui une emprise structurelle fondée sur les rapports militaires. La technologie occidentale est fortement influencée par la militarisation des économies avancées et elle domine encore, malgré les exemples contraires du Japon et de l'Allemagne, le développement industriel contemporain. Les pays développés disposent alors d'un pouvoir contractuel considérable, fondé sur les zones d'influence souvent définies par la force ou les accords militaires. De bonnes relations avec le gouvernement américain facilite l'obtention de lignes de crédit auprès des grands organismes financiers internationaux. En fait, l'existence des dangers et la volonté des Etats de lutter contre l'assujettissement constituent des facteurs largement dépendants de la course aux armements des grandes puissances, provoquant une « surdétermination de l'économique » (Chatelus, 1982) aux contraintes militaires et stratégiques. Dans ces conditions, une procédure de désarmement modifie incontestablement ces rapports de pouvoir qui s'expriment aussi dans la sphère économique.

Les facteurs économiques deviennent des armes permanentes qui,

pour se régénérer, ne peuvent constamment être déviées de leur fonctions essentielles (Fontanel & Bensahel, 1991). L'économie est devenue un instrument de pouvoir souvent appliqué aux rapports conflictuels des Etats. L'insécurité dépend à la fois de la course aux armements, des inégalités, des dominations internationales, voire des exploitations sociales. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesures de défense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution (Baldwin, 1985). L'arme économique est souvent inscrite dans les conflits guerriers, puisque l'économie fournit les moyens militaires de lutte contre l'ennemi. La stratégie internationale implique la prise en compte de toutes les dimensions de la vie sociale, dont l'économie fait partie. Les armes économiques sont utilisées dans le but d'affaiblir l'ennemi potentiel. La stratégie directe (ou militaire) est rendue difficile du fait de la puissance des forces nucléaires et de la doctrine de l'équilibre de la terreur. Au niveau des superpuissances, les degrés de liberté sont peu nombreux. Les Etats sont donc amenés à avoir une stratégie de « manœuvre indirecte » qui se définit comme l'exploitation de la marge étroite de liberté échappant à la dissuasion nucléaire par d'autres moyens.

— Il s'agit notamment de ne pas livrer à l'ennemi des armes qui pourraient se tourner contre l'exportateur. L'idée est qu'il ne faudrait vendre que les produits qui n'amélioreraient pas autant la croissance économique du pays receveur que celle du pays vendeur. Autrement dit, l'échange inégal est revendiqué, souhaité, espéré. Toute fourniture de technologie sensible doit être étudiée et refusée si le secteur militaire adverse est susceptible d'en bénéficier. Les divergences concernant l'utilité de ces mesures sont nombreuses. Pour certains auteurs, l'embargo sur les céréales n'a eu aucun effet négatif sur l'économie soviétique, alors que les gouvernements américains ont fait un calcul différent. Pour d'autres auteurs, c'est l'ensemble des technologies de pointe qui devraient être concernées. Pour Kuttner (1991), la défense de la base industrielle entreprise par le Pentagone s'est avérée extrêmement coûteuse et elle a peu à peu érodé la capacité compétitive de l'économie américaine. Au départ, cette politique était fondée sur trois principes essentiels : les Etats-Unis sont les leaders économiques et ils peuvent donc contrôler la technologie avancée, les exportations ne sont pas très importantes pour l'économie américaine et le coût de ces contrôles serait relativement faible et enfin les technologies duales sont peu nombreuses et elles sont facilement isolables. Or, ces hypothèses ne sont plus vraies, d'autant que le Système de contrôle des Exportations est devenu de plus en plus exigeant, s'appliquant aux brevets américains des produits fabriqués à l'étranger. Il en a résulté une méfiance des clients potentiels qui, à technologie égale, se sont tournés vers d'autres fournisseurs moins directifs. Avec

la nouvelle donne stratégique internationale, l'importance des contrôles du COCOM va tendre à diminuer et une meilleure compétitivité des produits américains en est attendue.

— La stratégie de l'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre, chère aux mercantilistes, est souvent présentée comme l'une des raisons fondamentales de l'effondrement de l'économie soviétique. Une course aux armements réduit les potentialités de développement des Etats, mais les plus pauvres s'appauvrissent encore plus rapidement, ce qui accroît la puissance des pays les plus riches. Dans ces conditions, la suprématie d'un Etat est recherchée par des moyens détournés, non pas pour acquérir à court terme la suprématie militaire, mais pour affaiblir l'ennemi au point de le déstabiliser socialement.

— La stratégie de la rupture est manichéenne. L'objectif est de créer des problèmes économiques dans le pays rival afin d'accroître ses difficultés politiques et sociales. La rupture des flux commerciaux ou financiers cherche à déstabiliser le pays qui subit unilatéralement cette décision. L'embargo est un instrument de représailles ou de dissuasion susceptible de modifier le comportement de l'ennemi potentiel. Cependant, cette arme est dangereuse pour celui qui l'utilise. Au total des expériences modernes, il n'est pas évident que les premières victimes soient celles qui étaient visées. Une rupture prolongée des flux commerciaux peut conduire à une perte définitive de débouchés (notamment, pour l'importateur, par l'implantation de nouvelles productions locales, par la recherche de produits nationaux de substitution et par l'appel à de nouveaux importateurs).

— La stratégie de l'enserrement vise à développer des liens d'interdépendance économique susceptibles de garantir la paix. La dissuasion de l'agression vient des nouvelles solidarités économiques ainsi créées. L'Ostpolitik notamment a longtemps considéré que les liens commerciaux jouent un rôle modérateur sur les idéologies. Cette stratégie, défendue en leur temps par Nixon et Kissinger, si elle est plus facile à mener, fait naître des effets pervers. Comme arme d'attaque son efficacité est faible et son impact est impossible à mesurer réellement dans l'abstrait.

— La stratégie de la violence politique vise à prendre le pouvoir économique lorsque celui-ci est hostile et à affaiblir progressivement les couches sociales dominantes. Pour ce faire, il faut contrôler les forces politiques de l'appareil de l'Etat et les syndicats. Dans un pays, on peut déposséder les détenteurs du pouvoir économique de manière légale et officielle, notamment par la nationalisation ou par le contrôle des appareils syndicaux.

— La stratégie de la domination conduit les pays dominants à influencer les pays dominés dans leurs décisions militaro-stratégiques. L'arme économique permet à un pays ou groupe de pays de dominer un autre pays grâce au pouvoir conféré par le monopole de la fourniture de biens et services vitaux pour sa survie. Les Etats-Unis utilisent souvent l'arme alimentaire à l'encontre des pays en voie de développement. Le gouvernement américain a les

moyens de créer la dépendance et la volonté d'utiliser la faiblesse des pays dominés pour améliorer à la fois la situation stratégique globale et les termes de l'échange nationaux. Dans ce cas, l'économie n'est plus la recherche du bien-être, c'est un moyen parmi d'autres d'assurer une domination sociale. L'affrontement étant global et total, toutes les dimensions de la vie nationale sont concernées. L'arme économique est courante, elle s'impose aux politiques économiques. Cependant, l'utilisation des armes économiques n'est efficace que si elle s'appuie sur des forces militaires et politiques sans failles. Un désarmement qui négligerait le potentiel d'insécurité que constitue des armes économiques ne serait pas bien durable. L'arme alimentaire n'est pas nouvelle. De nos jours, la production mondiale de céréales pourrait fournir plus de 3 000 calories à chaque personne. Pour éliminer la malnutrition, il suffirait de réorienter 2 % de la production céréalières vers ceux qui en ont besoin (Fontanel, 1984). Selon le ministre de l'Agriculture de Ronald Reagan en 1981, l'arme alimentaire est l'arme la plus puissante dont les Etats-Unis disposent pour assurer la paix dans le monde. En outre, l'aide à l'étranger est souvent arrêtée en liaison avec l'aide militaire.

Autrement dit, si les dépenses militaires affaiblissent l'économie nationale, il convient de déterminer le chemin optimal entre les menaces du présent et les exigences de demain. L'économie contemporaine se présente comme un champ de conflits ; un processus de désarmement bien mené peut conduire à un changement progressif de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins. L'économie du Tiers-Monde reste très dépendante des pays développés. La plupart des organisations internationales appellent à l'instauration d'un Nouvel Ordre Economique International (Fontanel, 1994), mais si la colonisation est incontestablement responsable du sous-développement de nombreuses régions du monde (phénomènes d'acculturation, inégalités politiques, exploitations économiques), elle est aussi un bouc-émissaire bien pratique pour expliquer toutes les erreurs de gestion des économies nationales des pays du Tiers-Monde. « Pour la Charte des Nations Unies, la démilitarisation implique le respect de l'égalité souveraine de ses Etats membres, la prohibition de l'usage ou de la menace de la force contre l'intégrité territoriale des Etats, la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières, la renonciation de toute action à l'encontre de l'indépendance et de l'unité nationale, la non-intervention dans les affaires internes des autres Etats et la non-assistance au terrorisme. Ces principes pourraient être respectés par des échanges systématiques d'informations militaires, la publication des dépenses militaires, le retrait des troupes des zones frontières, l'établissement de systèmes de communication rapides et directs entre les autorités civiles et militaires » (Fontanel, 1991). Pourtant, quelques économistes considèrent que l'esprit militariste est susceptible de favoriser le développement de l'épargne et sa mobilisation et que le pouvoir militaire

est capable, dans les pays du Tiers-Monde, d'accroître le taux d'exploitation des ressources disponibles, de réduire la consommation en faveur d'une épargne productive et d'établir les bases d'un développement économique (Benoit, 1978). Dans ces conditions, si l'on se rapporte à cette conception « civile » des forces militaires, un désarmement qui réduirait le rôle de l'armée dans la société n'apparaît pas souhaitable.

La situation internationale actuelle, favorable au désarmement, est probablement liée à la crise économique des grandes puissances militaires qui les obligent, à défaut de disposer d'une supériorité militaire incontestable, à chercher une « respiration » propice à une nouvelle croissance économique. Dans ces conditions, le désarmement serait le résultat d'une volonté de redistribution les cartes de la concurrence, tous les participants disposant d'un jeu de blocage de plus en plus contesté par les opinions publiques (Lambelet & Luterbacher, 1987 ; Brito & Intriligator, 1987). En situation de crise économique, la gestion d'une économie fortement militarisée s'avère de plus en plus difficile. Cette situation produit des résultats très controversés, des effets d'entraînement éventuels suscités par la libéralisation du commerce à l'essor de nouveaux effets de domination favorables aux pays développés et responsables de l'enlisement constant des économies des pays du Tiers-Monde. Pourtant, l'ouverture des frontières économiques n'est pas la panacée du développement économique généralisé, car sans une véritable organisation internationale établissant des règles de protection des économies fragiles, une telle politique conduit inéluctablement à des rapports de force et donc à des conflits internationaux.

La guerre fournit le moyen le plus efficace de réalisation de la stabilité et du contrôle des économies nationales, car la possibilité permanente d'y recourir est le fondement même de la stabilité des gouvernements. La subordination des citoyens à l'Etat est largement dépendante de la sécurité internationale. En conclusion, pour ce courant de pensée, toute procédure de désarmement qui ne se limite pas à réduire le surarmement ne va pas nécessairement dans le sens du progrès humain et économique.

C) Les contradictions du capitalisme rendent illusoire le désarmement

Si Marx et Engels (1848) n'ont pas particulièrement analysé le désarmement, ils n'en ont pas moins une conception originale de la stratégie mondiale. La paix et donc le désarmement n'ont pas de vertu morale en eux-mêmes. La guerre et les conflits appartiennent au champ de la superstructure et ils sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. Le désarmement n'est souhaitable que s'il peut engendrer un développement économique provoqué par la rupture radicale avec le

capitalisme et l'émergence du socialisme. D'ailleurs, le capitalisme est étroitement associé à la guerre et la lutte révolutionnaire de classes conduit à la paix. Ces analyses ont été poursuivies notamment par Rosa Luxembourg (1913) et Lénine (1916). Pour la première, l'effort militaire est très utile au développement des économies capitalistes, d'abord comme catalyseur de l'accumulation primitive, ensuite comme instrument de domination coloniale et enfin comme facteur hégémonique de lutte entre les pays capitalistes pour se partager le monde. Pour Lénine, l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, nécessairement marqué par les guerres totales et l'exploitation capitaliste du monde, rendait impossible tout processus non conjoncturel de désarmement, en dehors de l'avènement du socialisme. La lutte pour la paix passe par la révolution et la lutte pour le socialisme. Ces thèses ont été reprises par des auteurs contemporains.

Pour Baran et Sweezy (1968), les dépenses militaires servent à absorber le surplus économique que le capitalisme monopoliste secrète ; la course aux armements est alors conforme à la logique du capitalisme qui cherche, par les dépenses improductives, à maintenir un rapport constant entre la production et la demande solvable. Le surplus peut être absorbé par la consommation des capitalistes, par le gaspillage, par les dépenses gouvernementales civiles, mais les dépenses militaires sont plus efficaces dans ce rôle ; en effet, elles sont conformes au capitalisme en ne redistribuant pas des revenus à ceux dont la productivité est faible, tout en stimulant les valeurs collectives, qui forment le ciment de la Nation et assurent la pérennité du capitalisme. Baran et Sweezy affirment que la prospérité des Etats-Unis d'après la guerre est due en grande partie aux énormes dépenses militaires. Le désarmement n'est pas compatible avec le capitalisme qui développe constamment des tensions internationales s'exprimant notamment dans les conflits armés ou l'accroissement du gaspillage que constituent les dépenses d'armement. La thèse de l'économie des armes permanentes (Kidron, 1970) suggère que les dépenses militaires exercent une influence positive sur les profits, la technologie capitaliste et la demande de travail. Ron Smith (1977) consteste cette analyse préférant situer le besoin d'armement du capitalisme dans la lutte contre le communisme, le maintien de l'hégémonie américaine et la volonté de conserver l'ordre international existant. Ernest Mandel (1975) affirme que l'Etat, par ses commandes régulières et fiables, stimule certes le secteur militaire, mais il assure ainsi la relance génrale et le plein emploi. Cette militarisation de l'économie est inhérente au capitalisme. Enfin, Gunder Franck (1972) considère que le colonialisme est la cause originelle et permanente du sous-développement. La puissance militaire permet l'exploitation des autres nations, soit par l'occupation du territoire, soit par l'intimidation, soit par la mise en place au pouvoir de collaborateurs nationaux. Les dépenses militaires constituent cependant

un énorme gaspillage de ressources ; cette marchandise ne participe pas au processus de reproduction sociale, car elle ne présente pas toutes les caractéristiques d'un bien de consommation contribuant à la reconstitution de la force de travail, ni celles d'un bien de production participant au renouvellement de l'équipement technologique. Il s'agit d'une consommation improductive, ne produisant aucune richesse et affirmant la répression des classes prolétaires du monde. Cette conception a été abandonnée par les économistes soviétiques à la fin des années 1960 ; ils ont admis en effet la possibilité, au moins provisoire, d'un désarmement sans disparition du capitalisme, compte tenu de l'importance des complexes militaro-industriels et de la nécessité de les combattre. La thèse selon laquelle la lutte pour la paix constituait la forme supérieure de la lutte des classes va être abandonnée dès le 27e Congrès du PCUS. L'idée fut alors d'insister sur l'autonomie croissante du complexe militaro-industriel, véritable parasite des secteurs civils, interdisant notamment le diffusion de la haute technologie au secteur civil (Rogalski, 1993).

Les conflits sont immanents au capitalisme, seules leurs expressions évoluent. L'idée d'un désarmement n'est pas satisfaisante dans le cadre d'un capitalisme triomphant. Selon la conception marxiste, lorsqu'une véritable procédure de désarmement sera engagée les fondations du capitalisme seront suffisamment ébranlées pour que le développement s'impose avec l'avènement du socialisme. L'histoire n'aura vraiment pas confirmé cette analyse..

D) Les dépenses militaires, dépenses publiques particulières

L'analyse keynésienne s'est plus intéressée aux conséquences économiques et sociales de la course aux armements, qu'à la nature des fondements de la course aux armements (Keynes, 1921). Pour elle, les dépenses militaires réduisent le potentiel national d'investissement et, en situation de plein emploi, le dilemme entre le beurre et les canons reste d'actualité. Les dépenses militaires n'en restent pas moins utiles pour l'amélioration de la sécurité internationale et pour faire face à la menace des économies planifiées. En généralisant à l'excès, les keynésens ont réduit leur analyse à une conception purement politique et conjoncturelle de la sécurité nationale, laissant une place importante au désarmement négocié.

Joan Robinson (1972) montre que l'analyse keynésienne n'insiste pas suffisamment sur l'utilité propre des investissements. Lorsque le chômage augmente et les profits diminuent, le gouvernement investit dans l'armement. Si les effets peuvent être positifs à court terme, ils sont globalement néfastes pour l'ensemble de la communauté à plus long terme. La course aux armements permet de limiter certaines formes de

crises économiques conjoncturelles, mais la société libérale reste incapable d'éradiquer la pauvreté interne et d'aider les pays en voie de développement dans leur quête du bien-être minimum. Pour Nef (1949), la paix stimule l'activité économique, contrairement à la guerre qui paralyse les relations commerciales, détruit les productions et retarde l'application civile de la recherche. Il conteste l'analyse de Sombart selon laquelle la guerre serait un facteur de développement, notant que même les plus grandes découvertes militaires ont été souvent réalisées à des fins pacifiques. Cependant, le progrès industriel est susceptible d'amener la guerre plus surement que la guerre ne favorise le progrès industriel. Lester Thurow (1982) ajoute que les dépenses militaires produisent des tensions inflationnistes importantes susceptibles de réduire la compétitivité nationale et d'engendrer des effets d'éviction. Ces analyses insistent sur l'idée du fardeau, du choix à long terme entre le beurre et le canon et de l'investissement social et économique important que constitue un processus négocié de désarmement, ceteris paribus (Intriligator, 1992, Fontanel, 1991). En termes de coûts d'opportunité, les dépenses militaires ont un effet négatif sur le développement économique, quand bien même leur fonction de dépenses publiques est susceptible, à court terme, d'avoir des effets positifs sur la croissance d'un pays. Cette analyse a été présentée très clairement par Ward et Davis (1990).

E) Le fardeau des dépenses militaires, conséquence de systèmes économiques antagonistes

L'analyse néo-classique crée le paradigme pacifiant d'une économie de marché dénuée de relations de pouvoir. Les conflits sont politiques, souvent fondés sur l'opposition entre le capitalisme et le socialisme. Les mécanismes du marché, l'équilibre, les schémas de la croissance sont construits dans l'hypothèse de la paix dans un monde acquis au capitalisme. Les économistes néo-classiques analysent les dépenses militaires comme un bien collectif public improductif. Il existe dans chaque société une fonction de bien-être social, qui est maximisée sous contraintes. Les dépenses de sécurité participent à la définition de cet optimum. Pour Von Mises (1866), la guerre ne justifie pas l'interventionnisme étatique, notamment en matière fiscale. L'entente des peuples peut être durablement réalisée avec la généralisation du capitalisme et la substitution de l'Etat-Providence par l'état du laissez-faire.

Le rôle de l'Etat dans la vie économique s'est accru pendant les périodes de conflit. Les dépenses militaires ont souvent été l'occasion d'une aggravation de l'étatisation. L'intervention systématique de l'Etat dans la vie économique donne des pouvoirs injustifiés à la bureaucratie sous couvert d'intérêt collectif. Dans ces conditions, cette dernière essaie

d'obtenir des dépenses militaires élevées en vue de conserver son pouvoir et elle dispose pour ce faire du quasi monopole de l'information. Dans ces conditions, il se développe un complexe militaro-industriel qui favorise l'accroissement des investissements et le gaspillage militaire. L'analyse de Richardson (1960) montre que l'accroissement des budgets de préparation de guerre accroît la probabilité de guerre. Pour Intriligator & Brito (1985), l'une des questions fondamentales des relations internationales est de savoir si la course aux armements conduit inexorablement à la guerre. Trois facteurs jouent simultanément : l'évolution des dépenses militaires des ennemis potentiels, la fatigabilité consécutive aux coûts de la militarisation et les griefs qui conditionnent la motivation de la course aux armements. Or, les résultats empiriques ne coïncident pas toujours avec la théorie, les dépenses militaires étant souvent plus dépendantes de considérations de politique intérieure et des choix stratégiques effectués avec les alliés, que de la réaction à un effort militaire supplémentaire de l'adversaire présumé (Fontanel & Smith, 1990).

F) La défense armée, contrainte politique et gaspillage économique

Pour les grands classiques anglais, l'intervention de l'Etat dans l'économie doit être minimale, car les individus ont des intérêts complémentaires dans le cadre de la liberté généralisée des échanges. La guerre et sa préparation sont des variables expliquées de l'esprit de monopole et à ce titre aussi bien Adam Smith (1776) que David Ricardo (1817) condamneront la pensée mercantiliste dominée par la volonté d'hégémonie du Prince. Les conflits armés sont analysés comme des phénomènes surtout politiques, même si les considérations économiques ne sont pas complètement absentes. La constitution de forces militaires est cependant recommandée pour assurer la souveraineté des Etats menacés par les économies moins développées. Les processus de désarmement des pays riches sont dangereux, compte tenu des convoitises dont ils font l'objet et qui s'exprimeront éventuellement, en fonction des rapports de puissance d'armement, dans l'ordre militaire. Ricardo souhaite pourtant l'existence d'un désarmement négocié, car il considère que la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduit inéluctablement aux conflits armés.

Malthus (1803) analyse la guerre comme le résultat d'un développement économique insuffisant par rapport à la croissance de la population. Il reconnaît même qu'à court terme, un accroissement des dépenses militaire peut augmenter la demande globale et donc exercer des effets positifs sur l'ensemble de l'économie. Mais à long terme, du fait de la paupérisation qu'il engendre inéluctablement, il est une source fondamentale de conflits. Pour les Classiques anglais, le développement

généralisé précède le désarmement. Ces idées seront, une fois n'est pas coutume, reprises par les libéraux français. Jean-Baptiste Say (1816) lui-même considère que la politique libre-échangiste favorise le désarmement et vice-versa. Au XIXe siècle, les socialistes utopiques (Saint-Simon, Fourier, Proudhon) vont, dans leur ensemble, considérer que le bien-être des populations s'oppose au développement des dépenses militaires. Ils développent même l'idée selon laquelle, avec l'émergence de la classe industrielle, la guerre va tendre à disparaître, car elle élimine le paupérisme, véritable cause de la misère (Silberner, 1957).

D'autres conceptions ont repris l'idée d'un progrès économique favorisé par la paix. Veblen (1915) considère que l'impérialisme et le militarisme sont des survivances féodales qui devraient disparaître avec la société industrielle. Josef Schumpeter (1942) affirme que la pensée libérale est d'abord pacifiste. L'impérialisme n'est pas une phase inévitable du capitalisme. Par contre, le capitalisme s'auto-détruira avec sa propension décroissante à innover, en faveur d'un socialisme faiblement innovateur et hautement égalitariste. De manière générale, la plupart des économistes libéraux estiment que la fonction militaire doit être limitée à son minimum, de façon à améliorer les performances économiques nationales. Pour Nef (1949), la paix stimule l'activité économique des Etats. Seymour Melman (1971) en contrepoint, insistant sur le souci du secteur militaire de la performance stratégique, au détriment des critères les plus essentiels de la compétitivité économique, souligne les effets néfastes des dépenses militaires sur l'économie américaine comme la perte de compétitivité, le développement de la bureaucratie, la diminution de l'investissement productif, l'apparition de complexes militaro-industriels. Les dépenses militaires constituent un gâchis et un coût insupportable. Ceci est d'autant plus vrai, que les effets d'entraînement du secteur militaire, notamment en matière technologique, sont très faibles, compte tenu de l'autonomie du complexe militaro-industriel. Ainsi, l'idée d'un redéploiement de l'industrie militaire, fondé sur une base industrielle viable, commune à la fois au secteur militaire et civil, commence à se développer aux Etats-Unis (Vernant &Kapstein, 1991). Les principes du Nouvel Ordre Economique International s'inscrivent aussi dans cette lignée philosophique. Le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. Les conflits s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale (Déclaration du Panel d'Eminentes Personnalités des Nations Unies, 1986). De même, au-delà d'un certain seuil, la part excessive des dépenses militaires conduit au déclin (Kennedy, 1989). Le Fonds Monétaire International lui-même vient à découvrir les effets négatifs des dépenses militaires sur la croissance, la consommation privée, les dépenses sociales, le maintien de la capacité productive (Hewitt, 1991). Il commence à établir une nouvelle conditionnalité pour

réduire les facilités financières susceptibles de servir à l'achat d'armes. Dans cette conception, le désarmement favorise le développement, mais inversement, il ne peut y avoir de désarmement généralisé sans un développement économique universel.

3 Les déterminants économiques des dépenses militaires

La question fondamentale d'un processus de désarmement est de savoir s'il se décrète ou s'il est le résultat d'un processus systémique endogène. Si les conflits armés ne sont pas toujours le fait du Prince, des raisons économiques sont alors susceptibles d'être à l'origine des conflits, au même titre que la recherche pour le pouvoir ou l'idéologie. Cependant, les Etats peuvent toujours décider de contrôler leur armement, soit parce qu'ils redoutent un surarmement qui léserait l'ensemble des Nations, soit parce qu'ils souhaitent réduire, par la concertation, l'importance de ces dépenses improductives. Une telle décision modifie pourtant les conditions du fonctionnement des économies nationales, ceteris paribus.

A) La nature particulière des dépenses militaires

La théorie économique suppose que les dépenses militaires sont improductives (Fontanel & Smith, 1985). En matière d'armement, on peut se demander comment l'Etat peut déterminer les choix stratégiques pertinents qui soient aussi économiquement efficients. Quelle est la production du facteur militaire ? La défense est généralement analysée comme un bien public pur caractérisé par la non rivalité de consommation et la non exclusion, ce qui reste vrai dans le cadre d'une alliance militaire (Olson & Zeckhauser, 1966). Or, cette conception n'est pas toujours vérifiée. Si la dissuasion nucléaire du faible au fort ou l'équilibre de la terreur sont des stratégies qui vérifient les trois propriétés fondamentales des biens publics purs, par contre les stratégies non-violentes de l'Inde de Gandhi ou de protection civile développées notamment par la Confédération Helvétique, ne permettent plus de définir l'effort de défense comme un bien public pur, car elles impliquent une plus grande autonomie décisionnelle des acteurs. Pour Hewitt (1991), les dépenses militaires se prêtent mal à l'analyse économique traditionnelle des dépenses publiques. Le niveau optimal des dépenses militaires est un concept normatif, politique, stratégique, psychologique, économique, moral que la théorie des biens publics ne peut pas complètement

rendre compte. Cela ne veut pas dire que l'économiste peut ou doit négliger l'analyse économique des dépenses militaires, mais il faut savoir qu'elle est nécessairement limitée et qu'elle ne porte que sur une partie d'un ensemble pluridisciplinaire de réflexions.

Les économistes considèrent généralement que les dépenses militaires sont un intrant ou un coût nécessaire en vue de produire un output, la défense nationale (Fontanel, 1994). Celle-ci est alors mesurée par l'importance des dépenses militaires, comparée aux menaces extérieures, à la situation politique concrète et aux efforts militaires des autres Etats. Cependant, le concept de défense ne permet guère de définir des unités cardinales, qui fourniraient des indices clairs du degré de sécurité de chaque pays. Les économistes considèrent alors le niveau de défense comme une fonction monotone des dépenses militaires, quelles que soient leurs formes, les stratégies et les armes qu'elles financent. En introduisant l'idée de conflit et de sécurité, on distingue ainsi l'économie cosmopolite (comme science qui enseigne l'économie du bien-être) et l'économie politique (comme projet, pour un Etat, de parvenir à la prospérité, à la sécurité et à la puissance). La rationalité économique pure ne rejoint qu'occasionnellement les rationalités politiques et stratégiques (Saby, 1991). Ainsi, les dépenses militaires d'un pays constituent une menace pour les autres pays et ceci contribue à l'accélération de la course aux armements. Le lien entre dépenses militaires et les bénéfices de la défense fait l'objet de débats contradictoires concernant notamment les dangers de l'invasion, l'efficacité des choix des matériels eu égard à la nature de l'attaque éventuelle, les estimations de la qualité/coût de chaque force ou arme (qui dans un concept d'optimum économique devraient être égales pour tous les instruments de la défense), la redistribution sectorielle, régionale et temporelle des bénéfices et pertes économiques de l'effort militaire et le potentiel des coûts du secteur militaire à satisfaire d'autres objectifs collectifs.

En règle générale, les dépenses militaires sont considérées comme des variables exogènes, déterminées unilatéralement par l'Etat. Cette conception n'est pas satisfaisante, car les dépenses militaires, comme instrument de défense ou de guerre, constituent des variables économiques essentielles dont l'impact ne se limite pas aux actions discrètes (au sens mathématique du terme) d'accords de désarmement éventuels ou de conflits armés, mais s'exprime aussi dans la continuité de l'effort national de défense nécessaire à long terme. Selon l'urgence de la menace et la puissance des Etats, les facteurs économiques interviennent plus ou moins fortement dans la détermination des dépenses militaires (ce qui est fréquemment présenté comme le dilemme entre le beurre et le canon). Cependant, d'autres facteurs, notamment stratégiques et politiques, comme l'imminence d'une guerre, le combat idéologique, la perception du risque des conflits internationaux exercent une influence

considérable sur les choix collectifs à la fois de l'effort économique de défense acceptable et de la mise en place des modalités concrètes de la sécurité nationale, compte tenu des coûts et risques encourus par les systèmes de défense envisageables.

B) Structure des dépenses publiques et dépenses militaires

Par les effets d'inertie qu'ils produisent sur les flux économiques, les budgets militaires soutiennent l'activité de branches industrielles entières et leur assurent une certaine sécurité financière et un potentiel de croissance supplémentaire, par l'émergence des économies d'échelle et des effets de domination. Appuyé par une étude des proportions des dépenses militaires et des dépenses privées par rapport au PIB, Russett (1969, 1970) considère que les dépenses militaires modifient l'investissement, la consommation individuelle et les dépenses de l'Etat et des régions. Il existe, selon lui, un effet de substitution entre les dépenses sociales et les dépenses militaires aux Etats-Unis. Cependant, cette hypothèse réexaminée par des méthodes plus sophistiquées et sur une plus longue période de temps n'a pas toujours été vérifiée (Russett, 1982), ce qui a été confirmé par une étude de Domke (1983) sur les informations statistiques des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne de l'Ouest et de la France.

Pour les pays en voie de développement, les études concernant la relation dépenses militaires/dépenses de santé/ dépenses d'éducation produisent des résultats contradictoires. Si les rapports Brandt (1980, 1988), Palme (1982) et Thorsson (1981) affirment que les dépenses militaires menacent la croissance économique et le développement et donc la sécurité de demain, ils condamnent l'utilisation des fonds publics dans le secteur militaire au détriment de la santé et de l'éducation. Comme pour les pays développés, les études économétriques sur la relation négative entre les dépenses de santé et les dépenses militaires fournissent des résultats contradictoires. Ainsi, si Deger et Looney confirment cette hypothèse, celle-ci est remise en question par Kennedy (1974), Ames & Goff (1975), Hayes (1975) et Verner (1983). Au fond, on peut s'interroger sur la permanence d'une relation qui peut effectivement évoluer en fonction de la situation économique concrète dans laquelle les choix sont réalisés par les gouvernants. La plupart des analyses faites dans les pays en voie de développement concluent que les pays militairement faiblement dépensiers sont aussi des consommateurs réservés en matière d'éducation et de santé (et vice versa), que les dépenses militaires ne sont pas moins vulnérables que les autres formes de dépenses publiques à une réduction du budget de l'Etat et qu'il n'y a guère de retombées négatives sur les efforts en matière de santé et

d'éducation à la suite d'une augmentation des dépenses militaires.

Dans l'étude récente de Harris, Kelly & Pranowo (1988), l'hypothèse selon laquelle plus la part des dépenses publiques affectée aux dépenses militaires est importante et moins la part des dépenses de santé et d'éducation est élevée, n'est vérifiée que dans 40 % des cas recensés portant sur 50 pays. Les effets de substitution entre dépenses militaires et dépenses sociales sont faibles et les dépenses militaires s'avèrent assez sensibles à une réduction des dépenses publiques, en tout cas nettement plus que les dépenses sociales. Dans les pays en voie de développement, les dépenses militaires concernent d'abord les dépenses de personnel et cette caractéristique réduit les possibilités pour un gouvernement d'agir brutalement sur leur niveau. Il existe donc un effet d'inertie d'autant plus fort que l'emploi est un facteur important dans la décision. L'analyse de Hicks et Kubisch (1984) conclut que, dans les pays du tiers monde, les dépenses sociales sont les moins vulnérables à une réduction des dépenses publiques, avant les dépenses de défense et d'administration et nettement avant les secteurs productifs et d'infrastructure. Cette analyse a été vérifiée par Hewitt (1991) et par De Masi et Lorie (1990). Pour le premier, les gouvernements ont eu à faire face à la hausse des taux d'intérêt ; pour ce faire, ils ont accru leurs dépenses publiques et ils ont réduit l'importance de certains secteurs, notamment les dépenses militaires et les dépenses des services économiques. Par contre les dépenses sociales ont eu tendance à se maintenir, voire à augmenter. Pour les secondes, les dépenses militaires diminuent faiblement lorsque le programme d'ajustement demandé par la Banque mondiale implique une politique fiscale stricte. Par contre, lorsque les dépenses publiques peuvent être augmentées, c'est le secteur non militaire qui devient prioritaire. Les effets d'inertie des dépenses militaires sont plus élevés que les autres dépenses publiques. L'effort militaire exerce alors un effet stabilisateur, ce fameux volant de sécurité dont parlait Galbraith (1968).

C) Les dépenses militaires comme variables endogènes

Cette dernière décennie a vu se développer quelques études formalisées, souvent soutenues par des recherches économétriques plus ou moins complexes, en vue d'expliquer les fondements économiques des dépenses militaires (Fontanel, 1994). Les résultats obtenus ne sont pas toujours cohérents, ni généralisables du fait des analyses contradictoires dans le temps et dans l'espace qu'ils suggèrent. En tout état de cause, l'analyse économique contemporaine ne produit pas encore de résultats décisifs dans ce domaine de réflexion dont les principales études sont relativement récentes, la plupart étant postérieures à 1965. Dans l'ordre

économique, les dépenses militaires sont limitées par les ressources disponibles. Cependant, la sécurité nationale implique des coûts dont la détermination se fixe souvent dans des réflexions extra-économiques, comme l'importance de la menace, la perception du conflit éventuel, la volonté de puissances des acteurs, etc...

Les dépenses militaires peuvent être considérées comme des variables économiques mi-endogènes, mi-exogènes. C'est ainsi que les auteurs d'inspiration marxiste considèrent à la fois que les dépenses militaires servent à compenser la faiblesse de la demande intérieure (Cypher, 1974 ; Krell, 1981), à absorber le surplus que le capitalisme monopoliste secrète (Baran & Sweezy, 1966) ou à affaiblir les économies socialistes obligées d'accepter la course aux armements pour leur survie (Gerbier, 1984). De manière plus générale, plusieurs déterminants économiques des dépenses militaires ont été révélés :

— Plus l'Etat est puissant, plus il est à même de disposer d'importantes ressources. Il existe une relation positive entre le budget civil de l'Etat et les dépenses militaires (Lotz, 1970, Harris, 1986, Fontanel, 1980, Rothstein, 1987), comme si le flou qui préside aux choix des gouvernements en matière de sécurité était en fait combattu par un effet d'inertie, conduisant les autorités gouvernementales à fixer, d'une période à l'autre, un pourcentage plus ou moins constant des dépenses militaires par rapport à l'ensemble du budget public, comme témoignage public de l'intérêt du gouvernement à la sécurité des citoyens.

— Les dépenses militaires sont souvent perçues comme un fardeau économique. Plus le revenu par habitant d'un pays est important et moins l'Etat est enclin à augmenter, proportionnellement, ses dépenses militaires (Lotz, 1970). C'est l'expression analytique du dilemme entre le beurre et le canon.

— L'urbanisation, comme facteur de développement, exerce aussi une influence positive sur le niveau des dépenses militaires, probablement parce que le regroupement des populations implique l'émergence de nouveaux dangers internes (manifestations, conflits, ...) et externes (Lotz, 1970).

— La disponibilité de pétro-dollars est un facteur d'accroissement des dépenses militaires dans les pays en voie de développement, à la fois pour limiter les ambitions territoriales, politiques ou économiques des pays voisins et pour absorber les surplus des ressources abondantes, tout en cédant à « l'effet de démonstration » à l'égard des pays les plus riches (Deger et Smith, 1983).

— Les mouvements cycliques de l'économie (Griffin, Wallace et Devine, 1982, Galbraith, 1993), notamment la recherche du maintien à court terme du plein emploi (Smith et Deger, 1983), constituent des variables explicatives non négligeables des dépenses militaires des pays développés. Dans ces conditions, le statut des dépenses militaires oscille entre l'endogénéité et l'exogénéité, étant entendu que des stimuli endogènes limitent le champ du possible d'une décision partiellement exogène, faisant l'objet d'un vote et

d'un spectre de possibilités plus ou moins large selon les circonstances économiques, politiques et stratégiques immédiates.

— L'existence d'un complexe militaro-industriel exerce un effet plutôt positif sur les dépenses militaires (Melman, 1974, Kidron, 1970, Griffin, Wallace & Devine, 1982). Le caractère économique de ce complexe est indéniable, même s'il n'est pas suffisant pour exprimer son ampleur sociale et politique. La militarisation de l'économie est sommairement définie comme une attitude sociale particulière par laquelle la guerre, la menace de guerre ou la préparation à la guerre constituent une préoccupation collective majeure, impliquant un degré substantiel de légitimité, une influence politique importante du secteur militaire dans les décisions gouvernementales et une allocation significative des ressources nationales aux contraintes de la défense nationale. Elle prend en compte les dimensions sociologiques, politiques, économiques et sociales de la production, de la vente et de l'utilisation des armes. Pour Smith (1983), le militarisme implique la prise en compte du niveau des dépenses militaires, de la militarisation des relations sociales intérieures, des tendances à la guerre ou à l'utilisation de la force dans les relations internationales et de la prolifération de l'arme nucléaire. Dans une présentation plus large et appliquée aux Etats-Unis, Adams & Gold (1987) indiquent que l'importance des dépenses militaires dépend de la sécurité nationale, et principalement des idées sur la marge de supériorité (« the margin of superiority ») ou la fenêtre de vulnérabilité (« window of vulnerability »), mais aussi des pratiques bureaucratiques du Pentagone fondées notamment sur la compétence, mais aussi sur l'auto-promotion et la rivalité inter-services, des modalités réelles de la compétition entre les firmes d'armement et de la perception de l'insécurité. Le triangle de fer (« iron triangle ») ou sous-gouvernement (composé du gouvernement, des industries d'armement et du Congrès) exerce un impact certain sur le choix, l'importance, le contenu et le coût des matériels, avec tous les gaspillages qu'une telle situation suggère ; il fonctionne grâce à une grande complicité d'intérêts particuliers fondés sur des relations de travail étroites, avec d'importances passerelles entre la bureaucratie fédérale et les firmes d'armement et des contacts de plus en plus espacés avec les instances démocratiques. Dans ces conditions, ce n'est plus le chef de l'Etat et les institutions constitutionnelles qui décident de l'importance des dépenses militaires, mais un réseau d'intérêts.

— Petris (1993) introduit à juste titre la faible ou forte légitimité du gouvernement, comme variable fondamentale des dépenses militaires.

Trois nouvelles études viennent enrichir le débat.

— Pour Fontanel (1990b), les dépenses militaires sont dépendantes de la population, des dépenses militaires des pays alliés et rivaux (ce qui n'est pas vérifié cependant pour les pays développés), du Produit National Brut par habitant, du caractère démocratique des sociétés ou des limites constitution-

nelles des dépenses.
— A partir d'un modèle à deux équations, Hewitt (1990) détermine simultanément le niveau des dépenses publiques centrales et les dépenses militaires. Le budget public dépend de la disponibilité des fonds nationaux et internationaux, du bien-être des citoyens, de la situation politique et des priorités idéologiques des gouvernants. Les résultats montrent que les dépenses militaires sont dépendantes de variables économiques, financières, politiques et géographiques ; elles apparaissent comme un bien supérieur en ce sens que plus le Produit National est élevé et moins l'effet richesse produit proportionnellement sur elles un important effet positif. Par contre si l'endettement tend à diminuer l'effort de défense, il en va différemment de l'aide publique internationale, encore que cette hypothèse soit réfutée par Cashel-Cordo et Craig (1990). En outre, l'existence de guerres internationales ou civiles, les monarchies, les gouvernements militaires, les Etats socialistes sont, dans l'ordre d'importance décroissante, des facteurs d'augmentation des dépenses militaires. Les variables géographiques comme la superficie ou les frontières terrestres (et à un moindre degré les frontières maritimes) ont une influence positive sur l'effort de défense. Notons enfin que la prise en compte des dépenses militaires des pays rivaux et alliés exerce parfois un rôle non négligeable, surtout dans les régions très conflictuelles. Dans une analyse plus récente, Hewitt (1991) confirme que les budgets militaires dépendent principalement des situations politiques et des priorités idéologiques des gouvernements.
— Enfin, Rajmaira et Ward (1991) établissent que les Etats-Unis et l'URSS n'ont pas la même mémoire de l'action de l'autre, les premiers se rappelant plutôt de leur longue histoire de conflit avec Moscou, alors que la seconde se souvient plutôt de la très courte période de coopération entreprise ces dernières années avec Washington. Autrement dit, les Etats-Unis s'ajustent avec plus de lenteur aux efforts de coopération entre les deux grandes puissances. Cette caractéristique se retrouve dans l'évolution des dépenses militaires respectives des deux pays.

Il n'empêche que les facteurs extra-économiques explicatifs des dépenses militaires sont plus généralement avancés, comme le processus bureaucratique d'allocation des ressources militaires (Treddenick, 1985), les conflits idéologiques (Thee, 1982), les élections (Nincic & Cusack, 1979), la lutte pour le pouvoir (Terrell, 1971, Grindle, 1986, Griffin, 1982), les changements de société (Grindle, 1986), la dictature (Kende, 1980), la militarisation de la société (Maizels & Nissanke, 1986, Thee, 1982, Whynes, 1979), la course aux armements (rapport ONU sur les Conséquences Economiques et Sociales de la Course aux Armements, 1982), les stratégies (Fontanel & Smith, 1990) ou les rivalités impérialistes (Gerbier, 1984, Thee, 1982). Les études empiriques dépendent de la mesure des dépenses militaires et il est possible d'avoir des interpréta-

tions théoriques différentes des facteurs explicatifs de l'évolution des dépenses militaires selon les définitions et les modalités de calcul des variables dépendantes (Fontanel & Smith, 1990). Des études comparables devraient être engagées concernant l'explication des différents résultats économétriques obtenus selon les sources statistiques. Les dépenses militaires font l'objet d'un choix de la part des gouvernants, mais les degrés de liberté de ce choix sont très limités par toutes les variables explicatives partielles qui sont d'autant plus fondées que la situation stratégique et économique internationale évolue lentement.

Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, Cahiers de l'Espace Europe, n°5, Grenoble, mars 1994

Atesoglu, S., Muller, M.J. (1990), Defence spending and Economic Growth.. *Defence Economic*s 2(1).

Ball, N. (1988), *Security and economy in the Third World*, Princeton University Press, Princeton.

Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military Expenditure Comparisons, in Peace, *Defence and Economic Analysis*, Mac Millan Press, London

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaiudis, J-F. (10981), Le désarmement pour le développement, Fondation pour les études de défense nationale 19, 173

Deger, S., Smith, R. (1983), Military expenditure and growth in less developed countries, *Journal of Conflict Resolution* 27(2).

Deger, S., West, R. (1987), Defence, security and development, Frances Pinter, London.

Dunne, P., Smith, R. (1984), The economic consequences of Reduced UK Military expenditure, *Cambridge Journal of Economics,* September

Fontanel, J. (1982), Military Expenditures and Economic Growth (France, Morocco), *Report written for United Nations Organisation*.

Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*. La Découverte. Paris.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*, Numéro Spécial. Grenoble.

Fontanel, J. (1985), Analyse économique des dépenses militaires. *Stratégique.*

Fontanel, J. (1989), Les technologies militaires et le développement économique contemporain, *Arès, Défense et sécurité,* Grenoble.,

Fontanel, J. (1993), Désarmement et sous-développement, *Mondes en développement*, Tome 21.

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military expenditures, armament and disarmament, *Defence Economics* 4(1).

Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.

Fontanel, J. (1995), *Les dépenses militaires et le désarme*ment, Publisud. Paris.

Gold, D., Adams, G. (1990), Defence spending and the American Economy, *Defence Economics,* Vol. 1.

Goldstein, J. (1988), *Long Cycles and War in the Modern Age*, Yale University Press. New Haven.

Hartley, K. (1987), Reducing Military Expenditures. In Defence and Economic Analysis (Schmidt & Blackhaby. Eds.), Mc Millan Press, London.

Kaldor, M. (1982), *The baroque arsenal*, Deutsch, London.

Kennedy, P. (1987), *The Rise and Fall of the Great Powers*, Random House, New York.

Klein, L.R. (1990) The economics of turning swords into Plowshares, *Challenge*, March-April.

Leontiev & Duchin (1990), Worldwide implications of a limlitation on military spending, *Written for the United Nations*, New York.

Martin, S., Smith, R. Fontanel, J. (1987), Time-Series Estimates of the Macroeconomic impact of defence spending in France and the UK, in *Peace, Defence and Economic Analysis,* Mac Millan Press.

Melman, S. (1988), The demilitarized society : Disarmament and conversion, Harvest House, Montréal.

Samson, I., Coulomb, F. Fontanel, J. (2001), Military conversion and Transition in Russia, Pax Economica, UPMF, Grenoble.

Schultze, C. (1981), Economic Effects of the defence budget, *Brookings Bul*letin, March-April

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research* 2(3).

Smith, R. (1992), The Economic Effects of the End of the Cold War, *Economic Outlook,* June.

Whynes, D.K. (1979), The economics of third world military expenditures, Austin University of Texas